

SHERBROOKE, MARDI 29 AOÛT 1989

Elections

89

Taux élevé de contamination au plomb à Saint-Jean-sur-Richelieu

Parizeau a envoyé remettre le rapport au maire concerné

par Michel VENNE

■ REPENTIGNY (PC) — C'est le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, qui a permis aux autorités municipales de Saint-Jean-sur-Richelieu de prendre connaissance du rapport gouvernemental qui révèle un taux élevé de contamination au plomb dans une partie de cette municipalité de la rive sud de Montréal.

En conférence de presse, hier, M. Parizeau a fait savoir qu'on lui avait remis samedi après-midi, le 26 août, une copie du do-

cument daté du 15 et qui recommandait notamment de décréter «immédiatement» un moratoire sur la consommation des légumes

de jardin sur ce territoire.

«J'ai pensé que ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de transmettre ce document au maire de Saint-Jean, qui n'en avait pas reçu copie, pour qu'il puisse prendre toutes mesures utiles, ce qu'il a fait, lui, avec diligence», a déclaré M. Parizeau.

Le chef péquiste s'est refusé hier à émettre de plus amples commentaires sur cette affaire pour éviter qu'on l'accuse, comme l'ont fait les libéraux dans le cas des BPC, de vouloir «exciter les gens».

Pas aux journalistes

«Si j'avais voulu jeter de l'huile sur le feu, a-t-il lancé aux journalistes, vous auriez en mains des copies de ce rapport depuis samedi. Si quelqu'un a été irresponsable dans ce dossier, ce n'est certainement pas moi», dit-il.

M. Parizeau n'en a pas moins promis d'écorcher avec aplomb aujourd'hui le ministre de l'Environnement, et sans doute le gouvernement de Robert Bourassa, profitant de ce nouvel écueil dans la campagne libérale pour marquer des points.

«Demain (aujourd'hui), j'aurai des choses très spécifiques à dire sur le comportement du ministre dans cette affaire, a-t-il assuré. Je tiens à ce que les gens concernés soient d'abord avertis personnellement et que le maire et le DSC aient pu faire leur travail.»

Pressé de questions, M. Parizeau n'a pu s'empêcher quelques allusions à l'égard de la lenteur avec laquelle le ministre semble avoir procédé.

Le chef péquiste s'est demandé notamment pourquoi le ministre attend un an après avoir constaté la contamination pour procéder à des tests rigoureux.

En outre, il a qualifié de «profondément anormal» le fait que ce soit le chef du parti d'opposition qui ait averti les autorités locales dans un cas comme celui-ci.

L'Assomption

Le chef péquiste faisait cam-



Jacques Parizeau

pagne hier dans le comté de L'Assomption où il tente de reprendre le siège de député qu'il a occupé à l'Assemblée nationale de 1976 à 1984.

Elu par des majorités substantielles de 14,400 et 10,500 voix en 1976 et 1981, M. Parizeau fait face au député libéral Jean-Guy Gervais, qui l'a emporté par seulement 216 voix de majorité en 1985 sur le péquiste Bernard Bastien.

Bien qu'il estime que ses «chances de passer dans L'Assomption sont raisonnablement bonnes», M. Parizeau admet qu'il devra tout de même y mener une campagne active.

«Je dois reprendre contact avec les dossiers locaux, qui ont beaucoup évolué depuis quatre ou cinq ans», a-t-il expliqué.

Le chef péquiste, qui en était hier à sa quatrième visite dans L'Assomption depuis le déclenchement des élections, a commencé sa tournée à l'hôpital Le Gardeur, dont la construction a débuté en 1981.

En bref

par la PRESSE CANADIENNE

Outre d'avoir été traité par M. Parizeau de «Canadien-français de services», le ministre Guy Rivard a brièvement répondu hier. «Le PQ essaie encore de nous diviser entre bons et mauvais Québécois. C'est un retour aux années 70», a-t-il déclaré.

— O —

Selon un sondage réalisé pour

le compte du quotidien Le Nouvelliste de Trois-Rivières, le Parti libéral aurait une avance confortable sur le PQ dans la région de Trois-Rivières. Le sondage, effectué à moins d'un mois des élections dans les six comtés de la région, donne 47 p.c. des intentions de vote aux libéraux et 29,5 aux péquistes.

— O —

Le PQ avait tenu hier 105 as-

Comme en 1985
Les libéraux promettent un organisme pour venir en aide aux personnes âgées

par Norman DELISLE
MONTRÉAL-NORD (PC)
— Tout comme en 1985, le Parti libéral promet la mise en place d'un organisme pour venir en aide aux personnes âgées.

Lors d'une assemblée publique tenue hier dans une école de Montréal-Nord et à laquelle participaient quelque 500 personnes, M. Bourassa s'est engagé à mettre en place, s'il est réélu, un Conseil des aînés pour aviser le gouvernement sur les problèmes de l'Age d'or et entreprendre des recherches sur leurs conditions de vie.

1985

En 1985, le Parti libéral avait promis d'instituer un Office pour veiller sur les personnes âgées victimes de mauvais traitements. Il n'a pas été possible de le faire depuis quatre ans et le gouvernement rendra public dans les prochains jours une étude d'un comité qui a analysé les implications de la réalisation de cet engagement.

Par ailleurs, la ministre de la Santé Thérèse Lavoie-Roux a profité de la réunion pour confirmer l'addition de 3,000 lits dans les établissements pour les personnes âgées «au cours du second mandat».

Il y aura 2,000 de ces lits dans les centres hospitaliers de longue durée et 1,000 places dans les résidences privées.

Ces mesures étaient déjà contenues dans la politique de la santé dévoilée par la ministre au printemps dernier.

M. Bourassa et ses collègues Lavoie-Roux et Louise Robic ont tracé un bilan très positif et louangeur de la politique gouvernementale envers les aînés depuis quatre ans.

Ils ont soutenu notamment que l'augmentation du budget pour le maintien à domicile des personnes âgées avait grimpé de \$47 millions depuis 1985 et que



Robert Bourassa

\$70 millions additionnels avaient été débloqués pour faire face aux problèmes d'alourdissement de la clientèle des établissements.

Le chef libéral s'est également attaqué à son adversaire péquiste, M. Jacques Parizeau, dont la formation politique incarne «l'instabilité» qu'il oppose à «la stabilité du Parti libéral».

Selon M. Bourassa, le Parti québécois instaurerait l'instabilité en multipliant les référendums sur l'indépendance. La panique s'empare selon lui de l'adversaire comme en font foi les «propos excessifs qui reflètent l'affrontement», notamment à l'endroit du ministre Guy Rivard.

M. Bourassa s'est présenté devant les 500 personnes âgées en compagnie de ses candidats de l'île de Montréal et du doyen de l'Assemblée nationale, le député de Bonaventure, M. Gérard-D. Levesque.

semblées d'investiture et aura joué des candidats dans les 125 comtés du Québec. Le parti réunira tous ses candidats et candidates, à Québec, dès le lendemain, vendredi le 1er septembre, pour une séance de travail qui durera de 10 à 16 heures.

— O —

L'Association nationale des étudiants du Québec - ANEQ pro-

met un automne chaud au premier ministre Bourassa suite à son refus de s'engager à maintenir le gel des frais de scolarité durant son prochain mandat. Des manifestations seront tenues et viseront surtout M. Bourassa et le ministre de l'Éducation M. Claude Ryan. L'ANEQ demande aussi aux autres partis politiques de s'engager à ne pas décaler les frais de scolarité.

Ni environnement ni langue dans la publicité des libéraux

par Lia LÉVESQUE
MONTRÉAL (PC) — Le Parti libéral a lancé hier sa campagne publicitaire, plutôt conventionnelle, sans refrain accrocheur ni image-choix et où on ne parlera ni d'environnement ni de la langue.

La publicité radiodiffusée, télévisée et imprimée du PLQ, avec son bilan économique, tranche ainsi avec les messages frappants concoctés par le Parti québécois sur l'environnement et la langue d'affichage.

En conférence de presse, hier à Montréal, M. Ronald Poupard, attaché de presse du premier ministre Robert Bourassa, qualifiait de «spectacle, de comédie et d'images violentes» cette publicité péquiste «qui ne les servira pas», selon lui.

La publicité libérale ne se fera pas par l'intermédiaire des journaux. On mise plutôt sur quatre semaines de radio, de télévision, 2,670 panneaux routiers et 3,000,000 de tabloïds et dépliants qui seront distribués dans chaque comté.

Les libéraux n'ont présenté à la presse qu'une petite partie du contenu publicitaire, le reste étant réservé pour plus tard, au fil de la campagne électorale, «pour des raisons de stratégie», indiquait M. Poupard.

Bourassa en français

À la radio, curieusement, on entend M. Bourassa uniquement dans les messages français. En anglais, on lui a substitué le ministre John Ciaccia, qui livre les mêmes commentaires à saveur économique. On entend aussi la députée Joan Dougherty, qui vante les réalisations de son gouvernement en matière d'éducation.

Cette absence de M. Bourassa en anglais n'est que temporaire, assurait M. Poupard. On entendra le premier ministre en an-

glais, un peu plus tard, énonçant les engagements électoraux de son parti. En français ce sera l'inverse, c'est à la fin de la campagne qu'on nous fera entendre les candidats, dit-on.

Le tout n'est qu'une question de stratégie de marketing, répète M. Poupard, qui nie toute rumeur voulant que le Parti libéral ait dû rajuster son tir en matière de publicité, vu le départ boiteux de la campagne électorale du parti. «Je vous dis qu'aucunement, nous n'avons changé quoi que ce soit au cours de la campagne électorale ni dans la tournée du chef.»

Les autres messages, qui restent pour l'instant sur les tablettes des stratèges libéraux, y resteront quelque temps encore afin que le PLQ puisse répliquer du tac-au-tac au PQ, le cas échéant. «Si le PQ devient retors («vicieux»), nous sommes prêts», avertissait de son côté M. Jacques Sauvè, directeur des opérations de la campagne, qui travaille chez BCP Publicité. Un message sur la souveraineté, notamment, est prévu.

Des messages télévisés, un seul a été dévoilé hier, celui très traditionnel où l'on voit Robert Bourassa, assis à un bureau, qui parle de son bilan économique: création d'emplois, réduction du déficit et des impôts.

Les tabloïds seront distribués dans chaque comté; ils vantent donc, photo à l'appui, les réalisations du gouvernement et parfois celles du député ou ministre du coin. Celui du ministre André Vallierand, dans Crémazie, le montre aux côtés du maire de Montréal Jean Doré. Celui du candidat-vedette anglophone William Cosgrove, dans Westmount, ne s'attarde pas sur ses réalisations entre 1973 et 1989, entre son départ pour Washington et son retour au Québec.

Le tout coûte \$1,2 million, soit le même budget qu'en 1985.

Forcez la main à votre concessionnaire.

IL EST PRESSÉ. IL A UN SURPLUS DE STOCK. IL EST PRÊT À MARCHANDER.

Obtenez à bon marché, pour une période de temps limitée, un excellent choix des deux voitures les plus vendues au Canada. Profitez, jusqu'au 31 août 1989, d'un rabais de 750\$ ou d'une boîte automatique sans supplément ou encore d'un climatiseur sans frais.*



SYMBOLE D'EXCELLENCE

TOTAL
GARANTIE
DE 3 ANS / 80 000 KM

Ça, c'est GM aujourd'hui

*Climatiseur installé à l'usine sans frais (ou un rabais équivalent au P.D.S.F. lorsque standard) ou boîte automatique sans supplément ou rabais de 750\$ offert par GM sur le P.S.D.F. L'offre s'applique aux modèles Pontiac Sunbird et Chevrolet Cavalier neufs 1989 spécialement équipés. Toutes taxes applicables en sus, y compris la taxe fédérale d'accise,



les frais d'immatriculation et de transport applicables. Offre valable pour les achats au détail seulement. Cette offre est en vigueur jusqu'au 31 août 1989. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails.

ÉDITORIAL

La neutralité politique

En fustigeant des dirigeantes de la Chambre de Commerce qui s'impliqueraient dans la campagne de son adversaire péquiste, le député libéral sortant de Drummond, M. Jean-Guy St-Roch, s'appuie sur la neutralité qui devrait selon lui caractériser un corps intermédiaire comme la Chambre de Commerce. C'est peut-être pousser loin la neutralité.

Même si la présidente et la vice-présidente sont très identifiées de par leur fonction à la Chambre et ont peut-être développé l'habitude de la plupart des présidents de corps intermédiaires de parler au nom des membres, il est évident que ce n'est pas la Chambre de Commerce qui supporte le candidat péquiste, mais des individus à titre personnel. Faut-il leur interdire de s'adonner à des activités partisanes sous prétexte que la Chambre est un organisme officiellement neutre? Ce n'est ni souhaitable ni heureux que des corps intermédiaires, syndicats, Chambres de Commerce ou autres prennent position pour un parti ou un autre, à moins de circon-

stances exceptionnelles. Mais il ne faudrait pas aseptiser les campagnes électorales au point de ne favoriser que l'implication de personnes qui n'auraient pas le moindre intérêt à défendre.

Dans le cas qui nous occupe, M. St-Roch pourrait-il par exemple démontrer qu'aucun cadre scolaire, aucun membre de la Chambre de Commerce, aucun dirigeant syndical local, ne collabore à sa campagne? Et si tel était le cas, faudrait-il astreindre son adversaire à des choix aussi minces d'appuis ou limiter le droit des individus à s'occuper activement de politique sous prétexte qu'ils font partie d'organismes classés neutres on ne sait trop selon quels critères?

C'est sans doute agaçant que des personnalités influentes travaillent pour l'autre camp en pleine lutte électorale. Mais ce n'est pas anti-démocratique ni contraire à des lois non écrites.

Jean Vigneault

Conservateurs et moralité publique: des réformes qui tardent sans raison

Le congrès du Parti conservateur qui se tenait en fin de semaine à Ottawa s'est terminé sans qu'aucune décision n'ait été prise concernant le financement des partis et l'éthique politique. On rapporte que le député Gérin et le ministre chargé du dossier, Lucien Bouchard, ont profité du congrès pour «faire la promotion du financement populaire»; mais la question n'a même pas fait l'objet d'un vote. M. Gérin n'est pas déçu: l'étape importante, dit-il, c'est la commission d'enquête que le premier ministre «s'apprête à mandater». Navrant. On en est encore là, c'est-à-dire rien de tangible, seulement de vagues projets sinon des espoirs.

Si l'on se fie au peu d'empressement et de volonté politique dont les conservateurs ont fait preuve dans ces dossiers à l'occasion de ce congrès national, on peut se demander si cette Commission verra le jour et, si oui, combien de temps encore il faudra pour aboutir à des gestes concrets.

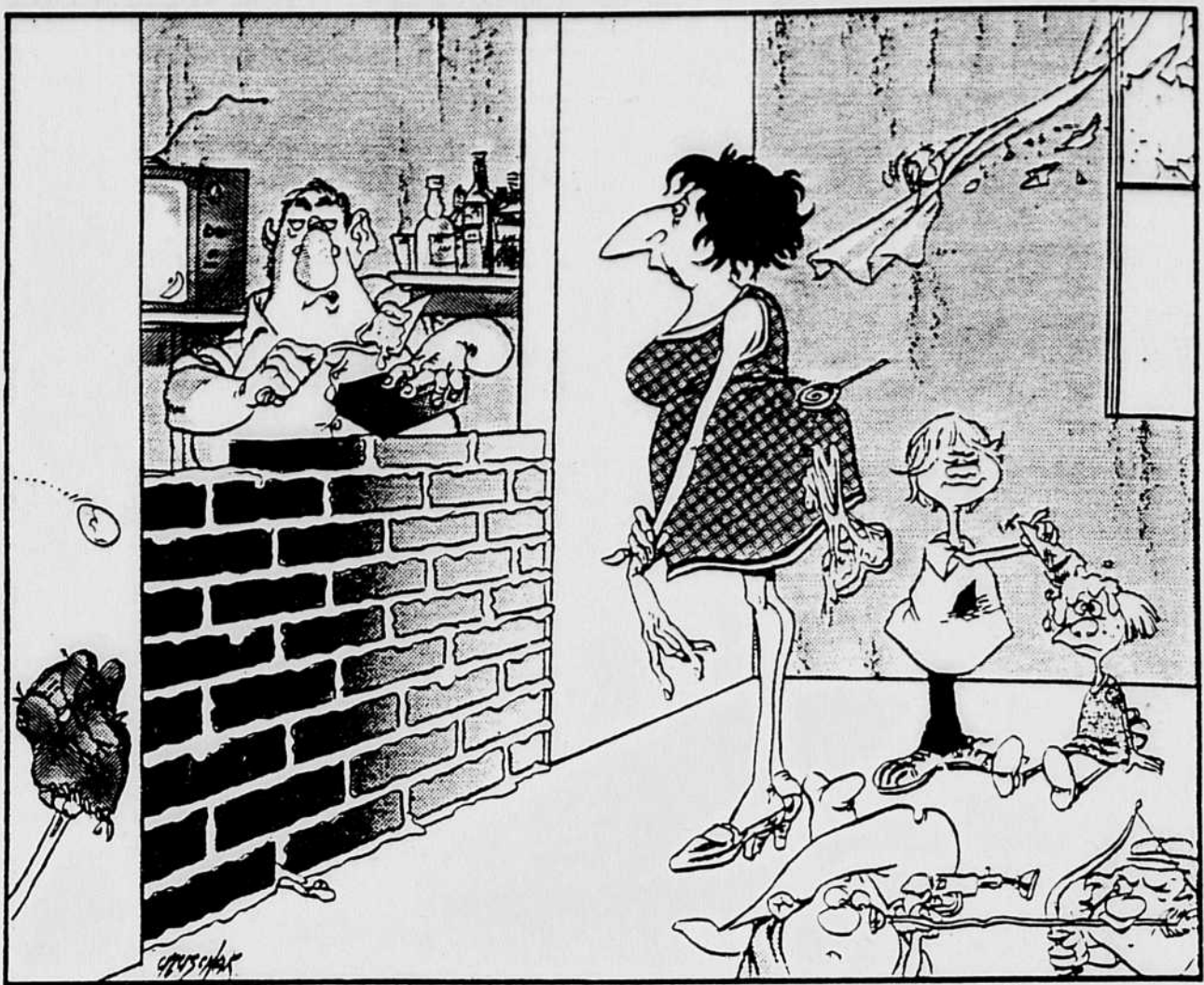
Il est pourtant clair que, si les électeurs canadiens ont accordé un autre mandat au gouvernement Mulroney après une suite interminable de scandales, ce n'était pas qu'ils acceptaient d'oublier le passé mais bien qu'ils s'attendaient à ce que les choses rentrent vite dans l'ordre, que le premier ministre passe rapidement à l'action pour imposer des critères plus exigeants de moralité publique à ses

troupes. D'ailleurs, M. Mulroney avait promis de réformer le financement des partis tôt au cours du deuxième mandat afin d'éliminer les contributions des compagnies et des syndicats; il s'était aussi engagé à représenter le projet de loi sur les conflits d'intérêts qui est mort au feuillement lorsque le scrutin du 21 novembre dernier fut déclenché. On attend toujours...

Comme si besoin était, le livre de l'ex-ministre Nielsen est venu nous rappeler les «difficultés» du gouvernement Mulroney pendant le premier mandat. Or, plusieurs mois après sa réélection, le Parti conservateur n'a toujours pas pris les mesures pour éviter que de telles situations se répètent. Concernant le financement populaire, on invoque la résistance des conservateurs du Canada anglais qui ne seraient pas familiers avec cette formule québécoise. Une rhétorique qui sent le réchauffé. Les réformes en question sont-elles, oui ou non, nécessaires? Si oui, qu'on passe à l'action. Car enfin, l'électorat canadien doit-il être privé de mesures importantes tout simplement parce que quelques organisateurs conservateurs résistent?

En fait, plus aucune raison ne tient pour justifier le retard des conservateurs dans ces dossiers, il ne reste seulement que des prétextes.

Roch Bilodeau



Je sortirai quand Mulroney ne sera plus au pouvoir

TRIBUNE LIBRE

La pauvreté au Québec: quelles solutions les partis ont-ils à proposer?

M. Robert Bourassa, chef du Parti Libéral
M. Jacques Parizeau, chef du Parti Québécois
M. Gaëtan Nadeau, chef du NPD

Nous participons actuellement à la session sur la justice sociale organisée par la Conférence Religieuse Canadienne, région du Québec (CRC-Q) du 13 au 19 août 1989. Nous vivons et travaillons dans différentes régions du Québec. Nous sommes particulièrement sensibles aux situations d'appauvrissement et de marginalisation que doit subir quotidiennement une bonne partie de la population québécoise. Ces situations ont été portées à l'attention du premier ministre par la CRC-Q en décembre 1988 dans son mémoire «L'appauvrissement au Québec».

En regard de ce document, force nous est de reconnaître qu'il correspond à ce que nous constatons dans nos expériences respectives d'intervention auprès des personnes les plus démunies de notre société.

Permettez-nous de vous souligner quelques-unes de nos constatations:

— Les régions rurales et les centres-villes voient se dégrader sans cesse les conditions de vie de leurs populations sans espoir d'améliorations à court, moyen ou long terme.

— Obligation pour des milliers de familles québécoises de s'entasser dans des logements insalubres et loués à des prix inaccessibles.

— Des milliers de familles sont contraintes de survivre avec des revenus très en-dessous des seuils de pauvreté reconnus, en raison du chômage chronique, d'un salaire minimum trop bas ou de prestations sociales insuffisantes.

— Des groupes populaires et communautaires sans grandes ressources financières rejoignant et rassemblant les personnes les moins bien nanties de notre société doivent prendre la place d'un gouvernement qui ne veut plus assumer ses responsabilités.

Ne pouvant nous résigner à accepter ces injustices criantes, nous aimerions connaître les politiques que vos partis respectifs comptent mettre en branle pour les éliminer.

Nous vous demandons donc:

— Quelles mesures entendez-vous prendre pour assurer à ceux et celles qui habitent les centres-villes ou les régions rurales, des conditions de vie similaires à cel-

les que connaissent les gens des banlieues urbaines de Montréal et de Québec?

— Quelle politique corrective de logement social entend suivre votre parti?

— Quels moyens prendrez-vous pour assurer une vie décente et digne pour tous et toutes, en termes de plein emploi et de revenus?

— Quelle reconnaissance accorderez-vous à la contribution sociale des groupes populaires et quel financement êtes-vous disposés à leur fournir?

Les conditions de vie des gens touchés par ces questions nous préoccupent vivement et nous autorisons à espérer une réponse publique au cours de la présente campagne électorale.

Jacques Lauzon
pour le Comité Justice Sociale (CRC-Q)

NDLR: plusieurs dizaines de personnes ont signé cette lettre

CKSH déçoit beaucoup

Quelle déception! CKSH-TV a l'intention de retirer «La Course Amérique Afrique», privant ainsi la population non câblée de cette excellente série et de la remplacer par cette larmoyante et pleurnicharde «Vision Mondiale».

Connaissant les habitudes d'écoute de mes élèves depuis la mémorable «Course autour du monde», je sais que plusieurs seront

privés cette année de «La Course Amérique Afrique» tout bonnement parce que le deuxième téléviseur familial n'est généralement pas câblé... entre autres raisons.

Il faut souhaiter que cette décision soit reconsidérée!

Claude Choquette
enseignant (Montcalm)

Le génocide au Liban

Le courage du Pape Jean-Paul II se portant au secours du Liban «au nom de Dieu», avec des paroles propres à soulever l'offensive générale et la croisade internationale, frise l'héroïsme et la prééminence du courage, sorte de mouvement brownien qui élève l'attitude pontificale bien loin au-delà de l'intello-médiatique qui s'accommode de tous les régimes. Le monde va son train. Sauve qui peut. Débrouillez-vous. En faisant cela, Jean-Paul II joue un rôle efficace, exemplaire et transcendant dans l'histoire internationale, universelle.

Ce fait de haut volage, Jean-Paul II l'a marqué par les paroles suivantes: «au NOM de Dieu, au NOM de Dieu, je m'adresse aux autorités syriennes pour leur demander d'arrêter les bombardements...» Il en a mesuré toute l'horreur en parlant de «génocide»: «Devant le monde, un processus de génocide est en train de se consommer qui entraîne la responsabilité de la société internationale tout entière. C'est un processus qui conduit à la destruction du Liban.» Puis, il sanctionne magnifiquement ses paroles par le courage de l'action, «se rendre personnellement au Liban».

«J'ai souhaité plus d'une fois me rendre au Liban et chaque jour dans mes prières je me retrouve là-bas en pèlerinage. En ce qui concerne ma présence physique dans cette région, on m'a conseillé de surseoir...» Participer à ce point au Calvaire du Liban devient un événement quasi historique. Mais hélas!

Comme y invite lui-même le Saint-Père, la sinistre situation du Liban appellerait l'intervention des démocraties occidentales, du moins l'action militaire de l'ONU en vertu de l'article 99 de sa Charte pour mettre fin aux opérations militaires sur terre et sur mer, par un cessez-le-feu im-



Jean-Paul II

édiat, au retrait des troupes étrangères du Liban, comme celles de la Syrie.

Les réactions à l'appel du Pape, celles de l'ONU, des États-Unis, de la Suisse, de la Belgique, du Maroc, de l'Algérie et de l'Arabie saoudite se ramènent à des vœux pieux. La France qui revendique toujours un certain protectorat moral sur le Liban chrétien a décidé d'envoyer sa frégate Duquesne. Devant l'affrontement militaire, cela ressemble plutôt à «de petits soldats de plomb». Le rôle de ce navire n'est pas de protéger les navires ravitailleurs du «réduit chrétien», ni d'assurer la sécurité des civils transportés en mer, mais d'assurer l'évacuation des Français de Beyrouth. La fuite honteuse de la France ressemble à celle des Américains à Saigon devant l'état-major du pouvoir: médiation de dissuasion. Son rôle n'est que «défensif». Il faut souhaiter qu'il y ait des munitions à bord!

Toujours la même attitude démissionnaire. Les hommes poli-

tiques gesticulent. Tout le monde y va de sa larme de crocodile et personne ne fait rien.

Où sont ces intellos qui avaient réclamé sur les Champs-Élysées «la citoyenneté libanaise»? Ils sont probablement en vacances sur la plage loin de leur serment et du sang libanais versé, loin de l'oubli et de la lâcheté qui viennent tout balayer quand les valeurs morales sont corrodées.

Que fait l'Amnistie internationale pendant que les Libanais chrétiens entrent leurs morts? Que deviennent les Droits de l'homme en ce bi-centenaire de la Révolution française comme si elle en était l'inventrice et l'instigatrice? Amnistie internationale sursoit jusqu'à son rapport de fin d'année pour blâmer agresseurs et agressés, niant comme tant d'autres le rapport de légitime défense, conforme au droit naturel et aux droits de l'homme même sans Dieu.

Pourtant Lamartine parlait de «traditions d'alliance, de fraternité de famille qui ont toujours rattaché le mont Liban, comme une France orientale, à la France européenne». Au 25,000 Maronites venus le rencontrer à Saint-Jean d'Acre, le roi saint Louis écrivait au prince maronite: «Notre cœur s'est rempli de joie lorsque nous avons vu votre fils Simon à la tête de vingt-cinq mille hommes, venir nous trouver de votre part pour nous apporter l'expression de vos sentiments et nous offrir des dons, outre les beaux chevaux que vous nous avez envoyés». Ces bons rapports datent des Croisades.

Que désirez, que faire, quand le courage n'est même plus français! Il reste la prière pour que la volonté de Dieu fléchisse celle des hommes, quand la fausse conscience fabrique la fausse histoire.

Achille Larouche

OPINION DES AUTRES

La perche tendue

Le Canada anglais reconnaîtra peut-être, dans les textes, le caractère distinct de la société québécoise. L'accord du lac Meech, qui semblait sur le point d'avorter, sera donc, peut-être, sauvé en extremis. Pour ce faire, il suffirait que M. Bourassa saisisse la perche que vient de lui lancer le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna.

M. McKenna qui, il y a un an, lors de son passage à La Presse, avait indiqué qu'il n'était pas contre la reconnaissance d'un statut distinct pour le Québec, moyennant certaines garanties, va plus loin dans son ouverture. Il serait maintenant prêt à don-

ner son aval à l'accord si une «entente parallèle» était signée, portant surtout sur la réforme du Sénat et le respect des minorités linguistiques.

Le dossier des droits des minorités linguistiques intéresse fort M. McKenna, qui a à faire face, dans sa province officiellement bilingue, à une forte minorité acadienne qui ne veut pas faire les frais de la reconnaissance d'un statut distinct pour le Québec.

Quant à la réforme du Sénat, elle préoccupe davantage les provinces de l'Ouest. Un engagement formel en ce sens serait susceptible d'amolir la position du Manitoba qui, lui aussi, hésite à don-

ner son aval à l'accord du lac Meech. Un tel engagement plairait également aux autres premiers ministres de l'Ouest, s'il faut en croire le premier ministre Grant Devine de la Saskatchewan, et serait susceptible de mettre un terme à l'opposition grandissante contre l'accord que l'on constate au Canada anglais.

M. Bourassa serait certes mal avisé de ne pas saisir la perche qui lui est tendue. Il doit une fière chandelle à son collègue David Peterson pour le rôle qu'il a joué dans ce dossier lors de la conférence des premiers ministres qui vient de se terminer.

L'Ontario, on le sait, est l'adversaire du Québec dans plusieurs dossiers à caractère économique. Mais son premier ministre comprend que l'économie canadienne risque de faire le Québec d'un climat social perturbé, d'où la nécessité d'accorder au Québec un minimum de satisfaction. C'est pourquoi il a personnellement fait des pressions auprès de ceux qui s'opposent à l'accord.

A ceux qui prétendent que les mots «société distincte» constituent une coquille vide, M. Bourassa pourra toujours ensuite rétorquer que si tel était le cas, le Canada anglais ne s'agitait pas autant.

Pierre Vennat
La Presse



Les premiers ministres Filmon du Manitoba et McKenna du Nouveau-Brunswick



<p>la tribune</p> <p>1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué., Tél.: 584-5450, J1K 2X8</p> <p>Téléphones: Petites annonces: 584-0999 Publicité: 584-5450 Rédaction: 584-5454 Abonnements: 584-5466</p>		<p>ADMINISTRATION</p> <p>YVON DUBÉ Président et Éditeur</p> <p>JEAN-GUY FARAH Adjoint au président (adm.) et Secrétaire trésorier</p> <p>LIONEL DALPÉ Adjoint au président (prod.) et Éditeur adjoint</p>	<p>RÉDACTION</p> <p>JEAN VIGNEAULT Rédacteur en chef</p> <p>JEAN ROY Directeur de l'information</p> <p>PIERRE-YVON BÉGIN Chef des nouvelles</p> <p>ROCH BILODEAU Chef éditorialiste adjoint</p> <p>STÉPHANE LAVALLÉE Chef de presse</p> <p>DENIS MESSIER Directeur des pages sportives</p>	<p>PUBLICITÉ</p> <p>FRANÇOIS VAILLANCOURT Directeur de la publicité</p> <p>J. BERTIN ST-AMAND Adjoint au directeur</p> <p>JEAN-FRANÇOIS ROULEAU Adjoint au directeur</p> <p>PAUL ALLARD Chef de bureau</p>	<p>PRODUCTION</p> <p>JEAN-PIERRE ROBITAILLE Directeur de la production</p> <p>J. JACQUES DELORME Chef des opérations</p> <p>GÉRARD PÉPIN Adjoint</p> <p>GASTON GRENIER Adjoint</p> <p>BENOÎT CÔTÉ Chef presseur</p>	<p>COMPTABILITÉ</p> <p>ANDRÉ CORRIVEAU Chef comptable</p> <p>JULIENNE POULIN Gérante du crédit</p> <p>EXPÉDITION</p> <p>MICHEL DOYON Gérant</p> <p>BÂTISSÉ</p> <p>ANDRÉ JACQUES Responsable</p>	<p>TIRAGE</p> <p>JEAN-NIL LAPLANTE Directeur au tirage</p> <p>ANDRÉ CUSTEAU Adjoint au directeur</p> <p>Gérants de district:</p> <p>PIERRE-ALAIN DION JACQUES FAUCHER MICHÈLE FOURNIER MICHEL LAVOIE SERGE NADEAU</p> <p>CLAUDE OUELLET JEAN-MARC PÉPIN GASTON PINARD JEAN-CHARLES POULIN</p>
--	--	---	--	--	---	---	---

3 millions \$ pour aider l'agriculture biologique

par Johanne LENNEVILLE
MONTREAL (PC) — Le gouvernement du Québec a annoncé hier l'investissement de 3 millions, au cours des trois prochaines années, pour venir en aide à l'agriculture biologique au Québec.

L'Etat mettra en place un nouveau plan d'intervention qui se traduira par une assistance technique et financière accrue aux agriculteurs biologiques et un système de certification des produits cultivés selon cette méthode, a expliqué en conférence de presse le ministre québécois de l'Agriculture, M. Michel Pagé.

Le ministère entend élaborer, d'ici la fin du mois de décembre, des mesures de contrôle et d'identification des produits biologiques, de façon à ce que le consom-

mateur soit sûr de la qualité des aliments qu'il achète.

Comité

Le ministère, en collaboration avec les représentants des agriculteurs biologiques, a mis sur pied un comité qui devra proposer un système de contrôle de l'appellation biologique sur les produits vendus en épicerie. On ne sait pas encore précisément quelle forme prendra cette iden-

tification, a noté M. Pagé. On prévoit aussi former du personnel pour surveiller l'application des normes.

Le ministère aidera aussi à promouvoir la recherche et le développement technologique dans ce secteur, et favorisera la formation et l'information pour tous ceux qui désirent s'engager dans le virage biologique.

Le gouvernement offrira également un soutien technique et financier pour l'amélioration de la commercialisation des produits biologiques et dégagera aussi des sommes d'argent aux groupes d'agriculteurs pour la promotion de leurs produits certifiés. De

plus, on encouragera tous les fermiers de la province à adopter des techniques agricoles plus respectueuses de l'environnement.

Pour le gouvernement du Québec, investir dans cette forme d'agriculture c'est répondre à l'attente des consommateurs, aider les producteurs à accéder à un marché potentiel de 50 millions, et protéger l'environnement en éliminant l'utilisation de produits chimiques comme les pesticides et les herbicides, a indiqué M. Pagé.

Il existe actuellement quelque 250 producteurs biologiques dans la province, qui exploitent envi-

ron 4,000 hectares de terre. Cette production ne répond qu'à 20 pour cent des besoins du marché québécois, affirme le ministre.

De nos jours, note M. Pagé, les consommateurs optent davantage pour la qualité du produit, indépendamment de son prix. Car malgré le développement de l'agriculture biologique depuis quelques années, le prix des aliments exempts de toutes substances chimiques reste de 20 à 25 pour cent supérieur aux autres produits.

Bonne nouvelle

Le président de la Fédération d'agriculture biologique du Québec (FABQ), M. Jacques Tétreault, qui participait à la rencontre aux côtés de M. Pagé, s'est réjoui de l'annonce faite par le ministre.

M. Tétreault considère ce soutien au développement de l'agriculture biologique comme un «très grand pas franchi par le ministre», mais prévient également le gouvernement qu'il faudra mettre davantage d'argent dans ce secteur dans le futur pour atteindre des résultats intéressants.

M. Tétreault apprécie que le ministère de l'Agriculture mette sur pied un système de certification et de surveillance des normes, qui se faisait actuellement sur une base volontaire. C'était d'ailleurs là l'une des revendications des associations de producteurs biologiques.

Le président de la Fédération est d'avis que cet engagement du gouvernement pour la promotion de cette forme de culture ne peut mener qu'à une diminution des prix pour les consommateurs.

S'il y a plus d'agriculteurs adoptant cette nouvelle technique de production et si la recherche permet de réduire les coûts de production, on peut espérer une réduction des prix des aliments biologiques dans un proche avenir, soutient M. Tétreault.



Michel Pagé

Programme d'aide au démarrage d'entreprises

QUEBEC (PC) — Un ancien programme gouvernemental amélioré a été lancé hier à Québec par le ministre des Transports et du Développement régional Marc-Yvan Côté. Il s'agit du programme d'aide au démarrage d'entreprises, modulé quant aux régions et favorisant l'entrepreneuriat des jeunes.

De fait, PRECEP - Programme régional de création d'emplois permanents - remplace le programme PECEQ dont il est une

version améliorée, et qui était expérimental depuis 11 ans. PRECEP s'adresse essentiellement aux entreprises en démar-



Marc-Yvan Côté

rage ou en opération commerciale depuis au plus cinq ans. Tandis que PECEQ accordait une aide sous forme de subventions, l'aide accordée par PRECEP prend la forme d'un prêt pouvant atteindre \$300,000 par entreprise.

Le programme, qui est administré par l'OPDQ, est modulé d'après les régions c'est-à-dire que les entrepreneurs de moins de 30 ans et les entreprises des régions périphériques ou défavorisées reçoivent des prêts plus importants. Le montant du prêt peut ainsi représenter de 30 à 50 pour cent des dépenses admissi-

Métro prolongé jusqu'à Laval: des «inspirations soudaines» de Bourassa

— Garon

MONTREAL (PC) — Robert Bourassa a des «inspirations soudaines», selon Jean Garon, quand il dit favoriser le prolongement du métro jusqu'à Laval.

«Il vient d'y avoir une commission parlementaire et le prolongement n'a même pas été un sujet de discussion. La proposition faite par Laval, à ce moment-là, c'était un monorail», a rappelé hier en conférence de presse le député de Lévis et porte-parole du Parti québécois en matière de Transports.

Qui plus est, signale M. Garon, le prolongement du métro vers Laval ne figure pas dans le «plan de 10 ans» du ministre des Transports Marc-Yvan Côté pour la région de Montréal.

Selon M. Bourassa, une étude d'impact du prolongement du métro à Laval sera amorcée sous peu au ministère des Transports. Les dirigeants lavallois y seront associés.

Le député de Lévis a semblé prendre plus au sérieux le projet du maire de Montréal, Jean Doré, d'enfouir sous terre l'autoroute Métropolitaine. «Si une ville comme Montréal pense que c'est ça la solution, on ne peut pas rejeter ça du revers de la main en disant que le maire de Montréal est un prince (allusion à une déclaration du ministre Côté)...»

Jean Garon était à Montréal hier pour dévoiler son analyse du bilan du gouvernement libéral en matière de transports. Et s'il a copieusement critiqué les politiques du ministre Côté, il s'est gardé de dire comment le PQ agirait s'il était porté au pouvoir le 25 septembre.

Les engagements péquistes en matière de transports feront l'objet d'une autre conférence de presse dont la date n'a pas encore été annoncée.

En attendant, Jean Garon dit en avoir contre la détérioration du réseau routier québécois. Au cours des quatre dernières années, affirme-t-il, les libéraux ont investi \$452 millions de moins (en dollars constants) dans l'entretien du réseau routier que les péquistes au cours de leur dernier mandat.

Il déplore en outre «l'absence de vision et de stratégie globale» du gouvernement Bourassa en matière de transport des marchandises, «à l'heure de la libéralisation des échanges avec les Etats-Unis». Il dénonce «la négligence dans la déréglementation du camionnage» et accuse le gouvernement de ne pas faire respecter sa réglementation. Il parle de véhicules dangereux, de charges excessives, etc.

Au chapitre du transport en commun, il déplore le peu de concertation entre les sociétés de transport de la région de Montréal et le sous-financement aigu des organismes de transport en commun. Selon lui, «les libéraux ont refusé de faire un choix clair en faveur du transport en commun».

L'ex-ministre péquiste accuse enfin ses adversaires d'avoir «si-phonné près de \$500 millions de la Régie de l'assurance-automobile». «Le ministre Marc-Yvan Côté a transformé la mission de la Régie, qui est devenue une vache à lait du gouvernement libéral.»

Dernière chance pour l'entretien normal gratuit: à vous de jouer!

Achetez une Hyundai Sonata ou Excel 89 dès aujourd'hui.

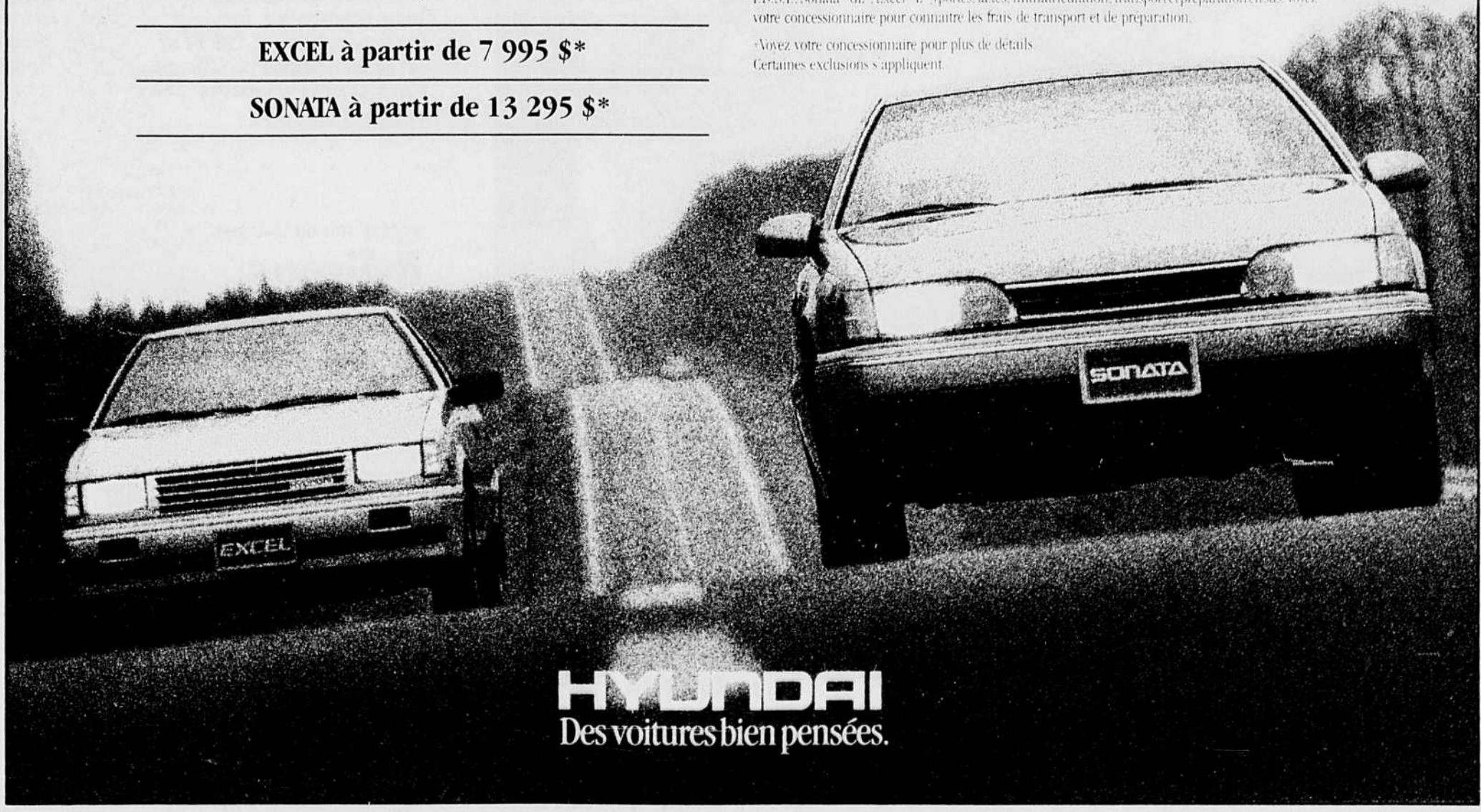
Il reste encore quelques modèles 89 chez votre concessionnaire Hyundai.
 La Excel, fougueuse et fiable, avec plus d'équipement standard que toute autre voiture dans sa catégorie.
 La puissante et spacieuse Sonata, qui s'attire les louanges des chroniqueurs de l'automobile.
 Ces voitures vous offrent déjà le meilleur rapport qualité-prix sur le marché, et votre concessionnaire Hyundai vous invite à marchander en plus de ça!
 Ajoutez-y le fait que vous n'aurez pas à payer pour l'entretien normal prescrit pour 3 ans ou 60 000 kilomètres, selon la première éventualité.*

Et ça, ça comprend les pièces et la main d'oeuvre sur les changements d'huile, les filtres, les bougies, les balais d'essuie-glace, même des choses comme l'antigel de radiateur et les plaquettes de frein.
 Hyundai est le seul fabricant de voitures à prix populaires à vous offrir l'entretien normal gratuit sur des modèles 89.
 Passez vite chez votre concessionnaire Hyundai pendant qu'il en reste encore.
 Vous économiserez dès votre achat, et pendant les 3 prochaines années.

EXCEL à partir de 7 995 \$*

SONATA à partir de 13 295 \$*

*P.D.S.E. Sonata GL, Excel L. 3 portes taxes, immatriculation, transport et préparation en sus. Voyez votre concessionnaire pour connaître les frais de transport et de préparation.
 *Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Certaines exclusions s'appliquent.



HYUNDAI
 Des voitures bien pensées.

Hyundai de l'Estrie
 4500, boul. Bourque
 Sherbrooke (Rock Forest)
 564-0777

Bouchard Automobiles
 1275, boul. St-Joseph
 Drummondville 477-0673

Hyundai Coaticook
 4, Route 147
 Coaticook 849-4166

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

CORRECTIONS

Dans notre circulaire de cette semaine, le prix des articles suivants auraient dû se lire:

FRANCHES D'ÉPAULE D'AGNEAU FRAIS
 657\$/kg 298\$/lb

LANGOUSTINES SURGELÉES
 Grosseur 18/24
 5/4⁹⁵

CREVETTES SURGELÉES
 Avec écailles, Grosseur 36/40
 8/1⁶⁸

POITRINE DE DINDE FUMÉE HYGRADE
 1583\$/kg 718\$/lb

Nos excuses à notre clientèle.

Communauté des Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus Une autre religieuse du diocèse de Sherbrooke nommée au poste de supérieure générale

par Jean PICHETTE
SHERBROOKE — Le diocèse de Sherbrooke semble constituer une pépinière de supérieures générales pour la communauté des Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus. Après Soeur Marianne Gendron, qui a dirigé, pendant les 12 dernières années, la congrégation à l'oeuvre dans neuf pays, voilà que Soeur Colette Lussier, bien connue dans le milieu sherbrookoise, prend la relève pour une période minimale de six ans.



Sr Colette Lussier

Elue le 13 juillet dernier par les 50 déléguées provenant des quatre continents, Sr Lussier, originaire de Saint-Gérard, près de Weedon, devient la deuxième Québécoise à occuper ce poste.

«Il s'agit d'une tâche d'animation et d'administration, explique-t-elle depuis La Salle-de-Vihiers, en France, principal port d'attache de la communauté. Il s'agit en quelque sorte d'animer la vie qui circule à l'intérieur de toute la congrégation. Il me faudra ainsi visiter les différentes régions où nous oeuvrons, en portant une attention particulière aux territoires missionnaires.»

Après six ans, la nouvelle supérieure générale se sent prête à affronter ce nouveau défi. «J'ai été membre du conseil provincial canadien de 1969 à 1977. Cela m'a bien préparée pour le conseil général, où j'ai été active depuis six ans. J'ai donc été préparée pour

assurer mes nouvelles fonctions.» Beaucoup de travail attend Sr Lussier au niveau de l'entraide internationale, notamment sur les plans financiers et de personnel. «Je prévois des échanges de personnes plus importants au niveau international. Nous devons trouver de nouvelles réponses aux besoins nouveaux qui apparaissent dans la société. La société change et nous devons répondre à de nouveaux défis. De plus, nos effectifs vieillissent et il nous faudra voir comment les renouveler.»

Une congrégation importante

Les Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus comptent 1446 membres à l'oeuvre aux quatre coins du monde. Mais la France, avec plus de 700 religieuses, et le Canada, avec plus de 400, constituent les deux principaux bastions de la congrégation, le diocèse de Sherbrooke, lieu de leur implantation originelle, regroupant à lui seul 370 religieuses.

La communauté s'est donnée comme orientation de développer et de traduire ses préoccupations de justice dans de nombreux secteurs d'activité, tout en collabo-

rant avec les organismes du milieu concernés par la cause des pauvres et des exploités. Oeuvrant dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de la pastorale et de l'action sociale, la congrégation possède encore ses propres institutions dans de nombreux pays.

Avec Sr Colette Lussier, les Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus se donnent une supérieure générale connaissant bien les domaines d'action de la communauté. Professeuse à l'École Normale Notre-Dame du Sacré-Coeur, Sr Lussier fut ensuite chargée de cours à la Formation des maîtres de l'Université de Sherbrooke pendant près de 10 ans, avant de quitter cette institution, en 1973. Par la suite, elle fut co-responsable de l'Office diocésain des vocations, en plus d'être la première femme invitée à apporter sa contribution à la formation des candidats au sacerdoce.

«Je me sens un peu déracinée ici, même si je m'adapte bien en France. Mais pour moi, il n'y a rien de plus beau que le Québec. Il faut toutefois accepter de faire des sacrifices pour la communauté et les buts qui l'animent. Mais dans six ans, je pense bien retourner au Québec», conclut-elle.

Les Sherbrookoises âgées de 18 à 64 ans Peu de problèmes de carie dentaire, mais la santé de leurs gencives déperit avec l'âge

par André LAROCHE
SHERBROOKE — Friands des pâtes dentifrices aux fluorures et anti-tartre, les Sherbrookoises âgées de 18 à 64 ans n'éprouvent que très peu de problèmes de carie dentaire. Par contre, la santé de leurs gencives déperit avec l'âge.

Cette situation est décrite dans une étude réalisée en avril dernier auprès de 215 adultes estriens, en grande majorité de Sherbrooke, par le dentiste Charles Tessier, du Département de santé communautaire (DSC) du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS).

Selon cette enquête, le besoin de traitement en carie s'avère de façon relative assez faible. En effet, on a décelé seulement une moyenne de 0,6 dent cariée chez les répondants au moment de l'examen. Le Dr Tessier souligne que ce pourcentage correspond à la moyenne de 1,5 pour cent observée récemment chez les enfants de 5 à 12 ans.

complète chez près de 10 pour cent des sujets. Par comparaison, seulement quatre pour cent des Américains présentent le même phénomène et 25 pour cent des adultes québécois en incluant le troisième âge.

«La prévention dentaire au Québec est 20 ans en retard par rapport aux États-Unis et à l'Ontario», signale le médecin. «À Toronto, ils fluorurent leur eau potable depuis 1963.»

En effet, malgré le peu de caries présentes lors de l'examen, les sujets présentaient tout de même près de 18 dents cariées, absentes ou obturées sur la vingtaine d'organes de calcaires présents dans leurs bouches. Ce chiffre correspond toutefois à la moyenne de nos voisins du sud.

Les deux tiers des personnes examinées disent fréquenter le dentiste une fois par année ou plus; mais le chercheur se surprend de constater que le dernier tiers ne prend rendez-vous que lors de douleurs ou d'accidents.

«Une saine alimentation et une visite régulière chez le dentiste demeurent les meilleures solutions pour conserver une dentition en santé. Les carences des gencives, autant que les caries, peuvent être guéries si elles sont détectées à temps», d'indiquer le Dr Tessier.

Phénomène normal

Cependant, le bas niveau de la carie chez les adultes est compensé par des problèmes de gencives qui s'accroissent avec l'âge. L'étude révèle que les tissus de support des dents ont commencé à se résorber chez 64 pour cent des 18-24 ans et 81 pour cent du groupe 45-64 ans.

Selon le Dr Tessier, la dégénérescence des gencives constitue une chose normale dans le vieillissement d'une personne. Cette diminution des tissus s'accompagne souvent d'un déchaussement des dents, d'un gonflement, d'un décollement ou d'une décoloration des gencives.

Cet état de fait est connu depuis longtemps, reconnaît le dentiste qui note toutefois que très peu d'enquêtes avaient été effectuées pour corroborer la situation. «Nous savions qu'un adulte était moins susceptible aux caries qu'un adolescent, mais il n'est pas mauvais de savoir la situation exacte», souligne-t-il.

Édentation complète

Parmi les répondants, le chercheur a constaté une édentation

Menace d'un désastre tellurique: les Japonais invités à participer massivement à des exercices de survie

par Didier FAUQUEUX
TOKYO (AFP) — Les autorités japonaises invitent cette semaine la population à participer massivement à des exercices de survie au cas où le pays serait à nouveau victime d'un séisme dévastateur analogue à celui de 1923, qui fit plus de 140,000 morts dans la région de Tokyo.

La population japonaise reste très sensibilisée à la menace d'un désastre tellurique, d'autant plus que les experts estiment que le Japon est secoué par un très fort tremblement de terre tous les 65 ou 70 ans, ce qui n'exclut pas une nouvelle tragédie d'ici à 1993.

À Tokyo, les autorités municipales ont prévu cette semaine des exercices de secours préventifs dans plusieurs quartiers de la capitale. Des brochures, rédigées en anglais, ont même été distribuées aux étrangers avec, en couverture, une question sans équivoque: «Êtes-vous préparé pour un violent séisme?»

La mairie de Minato-Ku, quartier où se trouvent la plupart des ambassades et où vivent la majorité des «gaijin» (étrangers), vient de diffuser un petit journal

pour appeler les habitants à venir nombreux vendredi au stade de base-ball d'Azabu pour y suivre des cours de survie.

Vendredi est, en effet, la date de commémoration du tremblement de terre du 1er septembre 1923, d'une intensité de 7,8 sur l'échelle Richter (graduée de 1 à 9), survenu à l'heure du déjeuner. La plupart des victimes avaient péri dans un gigantesque incendie provoqué par les feux des cuisines.

Eviter la panique

Les autorités comptent sur ce genre d'exercices préventifs pour éviter une trop grande panique et inculquer à la population un certain nombre de règles de comportement en cas de violent tremble-

ment de terre. Dans les premières secondes d'un fort séisme, les habitants qui se trouvent à leur domicile doivent s'assurer que les feux à gaz des cuisinières sont coupés et se réfugier immédiatement sous une table pour se protéger des objets et meubles qui seront renversés par la secousse.

Dans la rue, les piétons sont invités à quitter les trottoirs et trouver un abri dans les entrées d'immeuble ou de métro. Mais il est difficile d'imaginer que les habitants des grandes villes auront le temps de trouver refuge si, en quelques secondes, des centaines de néons et enseignes lumineuses géantes se décrochent des immeubles.

À Tokyo, la quasi totalité des ménages ont chez eux des «kits» pour tremblement de terre contenant radios, lampes de poche, couvertures, conserves alimentaires, réserves d'eau et extincteurs. Des sondages récents effectués dans la région de Tokyo révèlent cependant une certaine négligence dans la préparation de la po-

pulation. Il n'en est pas de même pour les grandes entreprises et organismes publics, où l'on s'efforce d'améliorer chaque année le dispositif de survie. Au collège franco-japonais de Tokyo, qui compte 600 élèves, les consignes de sécurité sont prises très au sérieux.

Equipements

«Nous avons commencé à équiper le collège de vitres antisismiques. Tous les élèves disposent d'un casque sous leurs sièges et nous avons des rations de survie pour trois jours», a déclaré Mme Florence Aston, principal adjoint.

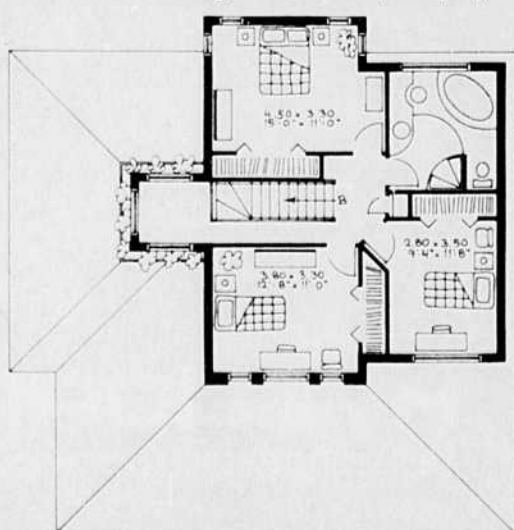
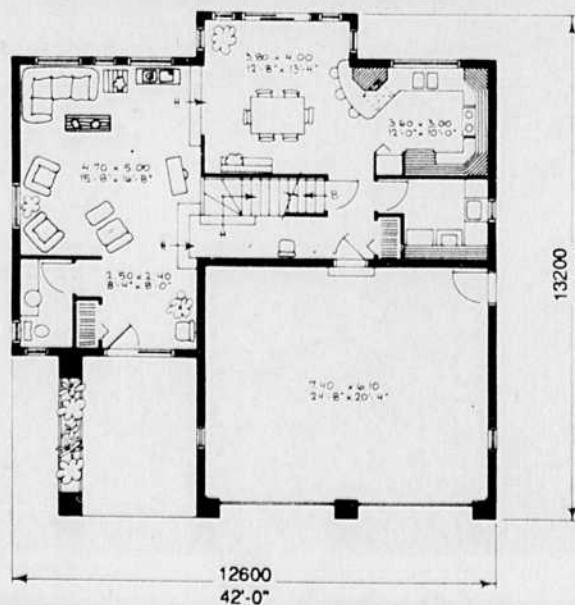
L'insistance des autorités japonaises à sensibiliser le public repose sur des prévisions apocalyptiques publiées en décembre 1988 par l'Agence nationale chargée du territoire. Selon ce rapport, un fort séisme dans le grand Tokyo (plus de 23 millions d'habitants) dans les dix prochains années ferait quelque 150,000 morts et 200,000 blessés.

SPECIAL - plan de maison



Rez-de-chaussée: 84,6 m² (940 pi²)

Étage: 72,18 m² (802 pi²)



Un autre plan de qualité conçu et réalisé par: LES DESSINS DRUMMOND INC.

Le plan proposé est dessiné en mesures métriques et anglaises. Il comprend le plan des fondations, le plan de planchers, le plan des quatre élévations ainsi que le plan d'escaliers et la coupe des murs.

Généralement, 4 copies additionnelles sont requises pour la construction d'une maison (municipalité, prêteur, estimateur, constructeur...). Le coût des plans vendus n'est pas remboursable. Toute maison ayant une serre ou une superficie vitrée généreuse devra présenter sa façade vitrée au sud pour répondre à certaines exigences.

Modèle T- 2516

Type: Maison à étage d'esprit anglo-normand.
Programme: Rez-de-chaussée: cuisine/dînette, salle à manger, vivoir, buanderie, salle de toilette. Étage: 3 chambres, salle de bains, boudoir.
Sous-sol aménageable.
Plan: Semi-ouvert.
Surface habitable: 156,78 m² (1742 pi²), garage non compris.
Revêtements extérieurs: Stuc, toiture de tuiles.

Éléments utilitaires: Entrée à l'avant largement abritée, garage double avec portes de service, porte patio dans la salle à manger, buanderie indépendante.
Particularités: Secteur entrée/vivoir rabaisé, coin lecture à l'étage, chambres et garde-robots de bonne dimension, salle de bains agréable. Construction attrayante et stylisée.

MODÈLE TIRÉ DU MAGAZINE

PLANS DE MAISONS DU QUÉBEC



Faites-moi parvenir le modèle T- 2516

premier cahier de plan complet (175\$) _____
() cahier (s) additionnel (s) à 15\$ chacun _____

ou notre PLAN BUDGET (275\$) _____
(5 cahiers de plan, liste de matériaux, devis d'efficacité énergétique type, plan de plomberie)

ou notre SUPER PLAN BUDGET (310\$) _____
(8 cahiers de plan, liste de matériaux, devis d'efficacité énergétique type, plan de plomberie)

Chèque ou mandat-poste faits à l'ordre de: Frais d'emballage (8\$) _____
"C.O.D." si applicable (3\$) _____
Taxe prov. (9%) _____
TOTAL _____

2950, boul. Lemire, Drummondville, QC J2B 7J6
Chèque C.O.D. Master Card N° _____ Visa _____
Date d'émission _____ Date d'expiration _____

NOM _____ TÉL.: _____
ADRESSE _____ VILLE _____ Code Postal _____

Pour un service rapide commandez par téléphone (819) 477-3315

Pour consulter d'autres modèles de maisons
Montréal (514) 353-5410 Trois-Rivières (819) 373-3148
Drummondville (819) 477-3315 Sherbrooke (819) 564-8966
Québec (418) 872-1430 Rimouski (418) 725-3536

DE TOUT...ET DE TOUS

Le monde scolaire



(Photo La Tribune par Christian Landry)

La rentrée scolaire à l'école Beaulieu, de Rock Forest, a été marquée par différentes activités pour les élèves: lancement de ballons, dîner au parc des Voltigeurs et danse dans la rue Chambois entre autres. On voit ici Vincent Duquette, Simon Jacques et Simon Boudreault, que le jeu attendait, au parc, parmi les activités de la journée.

SHERBROOKE (MR)— La mascotte du service Mond-Ami, Regassem sera fêtée par une centaine d'élèves de l'école Arc-en-Ciel, de St-François-Xavier de Brompton, ce matin...

Hier, 225 élèves de l'école Jardin-des-Lacs, de St-Denis de Brompton, se sont présentés à l'école, coiffés d'un chapeau d'extraterrestre fabriqué par eux pour accueillir la mascotte Regassem... celle-ci était là avec son gros coffre aux trésors et son ami l'oiseau Tébo... une rentrée colorée comme le Jardin-des-Lacs en vit toujours...

Selon un sondage mené auprès des finissants de mai 1988 dans l'ensemble des collèges du Québec, parmi les 7 634 répondants, 94 pour cent s'étaient trouvés un emploi... 71 pour cent ont trouvé un emploi à temps plein relié à leur champ d'études... 15 pour cent ont trouvé un emploi à temps partiel ou temporaire... 6 pour cent n'avaient toujours pas d'emploi six mois après avoir quitté les études...

La météo

MONTREAL (PC) — Voici le bulletin météorologique pour la province de Québec émis par Environnement Canada pour mardi avec un aperçu pour mercredi.

Situation générale: un creux barométrique affectera encore l'est du Québec en matinée. Par ailleurs, une importante dépression venant du Midwest américain a ennuagé les régions de l'ouest de la province et les précipitations atteindront ces régions cet après-midi.

ESTRIE-BEAUCE, TROIS-RIVIERES et DRUMMONDVILLE, QUÉBEC: ennuagement en matinée. Quelques averses débutant en fin d'après-midi. Max.: 20 à 22. Min.: 12 à 14. Vents modérés par moments. Risque de précipitations: 60 p.c. Mercredi: nuageux avec averses dispersées en matinée. Dégageant par la suite. Venteux.

LAURENTIDES, MONTRÉAL: nuageux avec quelques averses débutant en après-midi. Max.: 21 à 23. Min.: 12 à 14. Vents modérés par moments. Risque de précipitations: 70 p.c. Mercredi: dégageant en matinée. Ensoleillé avec passages nuageux par la suite. Venteux.

PONTIAC-GATINEAU et LIEVRE, OTTAWA-HULL-CORNWALL: nuageux avec quelques averses débutant en mi-journée. Max.: 21 à 23. Min.: 12 à 14. Vents modérés par moments. Risque de précipitations: 70 p.c. Mercredi: dégageant en matinée. Ensoleillé avec passages nuageux par la suite. Venteux.

LAC ST-JEAN, SAGUENAY, LA TUQUE, RÉSERVE DES LAURENTIDES, CHARLEVOIX et RIVIÈRE-DU-LOUP: ensoleillé avec passages nuageux en matinée. Ennuagement en mi-journée suivi d'une possibilité d'averses. Max.: 20 à 22. Min.: 12 à 14. Vents modérés par moments. Risque de précipitations: 30 p.c. Mercredi: nuageux avec quelques averses. Venteux.

RIMOUSKI-MATAPEDIA, BAIE-COMEAU: dégageant en matinée. Ensoleillé avec fréquents passages nuageux par la suite. Max.: 18 à 20. Min.: près de 12. Vents modérés par moments. Mercredi: nuageux avec quelques averses. Venteux.

Dans le monde

	Max	Min			
Amsterdam	17	12	Hong Kong	29	27
Athènes	35	22	Honolulu	32	22
Bahrein	40	31	Islamabad	31	20
Bangkok	33	25	Istanbul	32	22
Pékin	31	22	Jakarta	33	24
Beyrouth	36	27	Jérusalem	29	18
Belgrade	29	18	Johannesburg	22	10
Berlin	16	8	Kiev	21	12
Bogota	21	7	Kuala Lumpur	33	23
Bruxelles	18	5	Le Caire	34	21
Buenos Aires	14	5	Lima	19	14
Caracas	27	18	Lisbonne	26	18
Copenhague	16	11	Londres	20	10
Dublin	20	12	Madrid	33	15
Francfort	20	11	Manille	33	25
Genève	14	11	Mexico	24	12
Helsinki	12	9	Montevideo	11	8
			Moscou	15	5
			Nassau	23	12
			New Delhi	26	24
			Nicosie	38	25
			Oslo	16	8
			Paris	21	6
			Perth	16	11
			Rio	33	19
			Rome	31	18
			Santiago	23	7
			Séoul	29	20
			Singapour	29	22
			Stockholm	16	13
			Sydney	17	7
			Taipei	34	26
			Tel Aviv	30	23
			Tokyo	33	26
			Varsovie	22	7
			Vienne	17	15



(Photo La Tribune par Luc Lemay)

La vie dans les Cantons

Les curés d'Asbestos et le cardinal

Les curés des quatre paroisses d'Asbestos n'ont pas manqué de saluer le cardinal Paul-Emile Léger, lors du passage de ce dernier à Asbestos, en fin de semaine. Sur la photo, près du cardinal Léger assis, on reconnaît les curés Edmont Pouliot de la paroisse Notre-Dame de toute Joie, Benoît Houde de la paroisse St-Barnabé, Ange-Albert Lacroix de la paroisse St-Isaac Jogues et Gilles Gauthier de la paroisse Saint-Aime.

Ephémérides

Mardi 29 août 1989, 241e jour de l'année.

Martyr de Saint Jean Baptiste.

Fêtes à souhaiter: Sabine (martyre à Rome), Jeanne Jugan (fondatrice des Petites Soeurs des Pauvres, morte en 1879), Sabine, Sabrina.

Anniversaires historiques: 1987 Décès de l'acteur américain Lee Marvin, 63 ans.

1965 — Les astronautes américains Gordon Cooper et Charles Conrad regagnent la Terre après avoir établi un record, en demeurant huit jours en orbite.

1935 — La reine Astrid de Belgique trouve la mort dans un accident d'automobile, en Suisse.

1799 — Mort du pape Pie VI à Valence (Drôme), où il avait été assigné à résidence par Bonaparte.

1782 — Un millier de personnes trouvent la mort dans le naufrage d'un bâtiment de guerre anglais en réparation à Portsmouth.

Ils sont nés un 29 août: L'homme d'Etat français Jean-Baptiste Colbert (1619-1683)

Le peintre français Dominique Ingres (1780-1867)

L'écrivain belge Maurice Maeterlinck (1862-1949)

L'actrice américaine d'origine suédoise Ingrid Bergman (1915-1982)

PENSÉE DU JOUR:

L'éducateur est un médiateur...qui ouvre des portes, libère, dégage et fait épanouir au grand jour des perspectives latentes. (Jean Simard)

La Tribune salue



Sylvie Lapointe, coordonnatrice des activités de la Journée nationale de tai chi taoïste, au profit de la Société canadienne d'arthrite.

Les membres de la Fondation Québécoise du Cancer et les Chevaliers de Colomb sont heureux d'avoir participé à la création de l'Hôtelierie de l'Estrie.

La certitude qu'elle remplira sa fonction humanitaire pendant de nombreuses années les encourage à poursuivre leurs démarches afin d'améliorer la qualité de vie des personnes atteintes de cancer et participer à une meilleure organisation de la lutte contre cette maladie au Québec.



HOTELLERIE DE L'ESTRIE
C.H.U.S.
FLEURIMONT (QUÉBEC)
J1H 5N4
TÉLÉPHONE: (819) 822-2125

Cessez de fumer définitivement grâce à la LASÉROTHERAPIE

— La lasérothérapie est la technique la plus moderne qui soit
— Le rayon laser est sans douleur, propre, relaxant et efficace
— Normalement un seul traitement d'environ 45 minutes suffit.
Egalement thérapie au laser pour le contrôle du poids et du stress.
Ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 21h00. Samedi de 9h00 à 13h00.

1362 KING OUEST
SHERBROOKE
J1J 2B6
819-822-0095
Bientôt Esthétique au Laser
La beauté des années-lumière

sears objectif beauté



BIOThERM LANCE OLIGO-THERMAL

Une toute nouvelle gamme de produits nettoyants pour le visage et pour enlever le maquillage qui permet à votre peau de respirer plus facilement. Pour type de peau sèche/déshydratée ou normale/mixte.
Démaquillant profond. 200 mL. Ch.....185
Tonique vivifiant. 200 mL. Ch.....165

Prime
Avec tout achat de 20\$ et plus de produits Biotherm, vous recevrez sans frais: réducteur de rides 15 mL, reconstituant pour les yeux 4 mL, démaquillant pour les yeux 15 mL et un lait corporel antidesséchant 30 mL.

ACHAT SUR PLACE
Prix en vigueur jusqu'au 9 septembre 1989, dans la limite des stocks disponibles.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

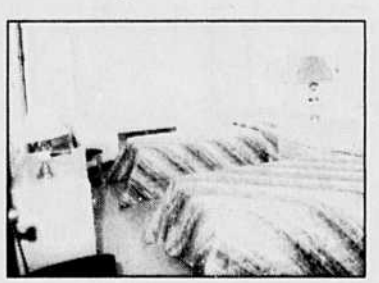
SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CREDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN
Les mentions 'Ord' ou 'Etat' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Sherbrooke, Carrefour de l'Estrie, 563-9440. Copyright Canada, 1989. Sears Canada Inc.

L'Hôtelierie de l'Estrie de la Fondation Québécoise du Cancer: une réalisation importante au Québec grâce à la collaboration des Chevaliers de Colomb

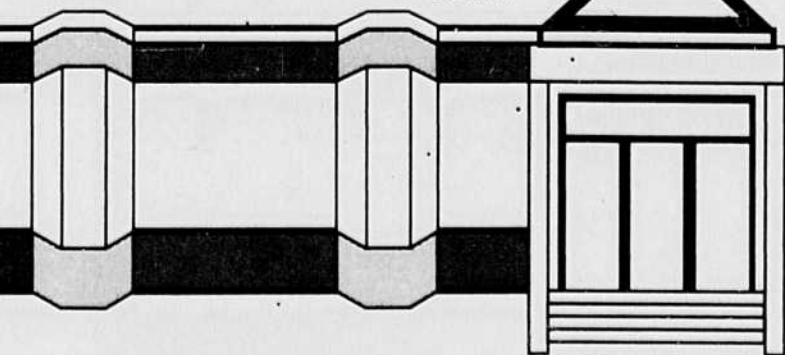


Un environnement idéal pour traverser des moments difficiles.

Le 16 décembre 1988, l'inauguration de l'Hôtelierie de l'Estrie concrétisait un rêve caressé depuis de nombreuses années par l'équipe de la Fondation Québécoise du Cancer.



L'Hôtelierie de l'Estrie compte douze chambres doubles ou le confort s'allie à la sobriété du décor et à la beauté de la lumière. Salon, salle de séjour et cuisinette sont également aménagés pour répondre adéquatement aux besoins des résidents et permettre de créer une atmosphère empreinte de sérénité.



ASSOCIATION CANADIENNE DE LA DYSTROPHIE MUSCULAIRE

LE TÉLÉTHON DE LA FÊTE DU TRAVAIL

À ne pas manquer! Du dimanche 3 septembre, 21h, au lundi 4 septembre, 19h, à Radio-Québec. Ensemble, quand on veut, on peut.



1 million \$ déjà dépensés pour promouvoir la nouvelle taxe

L'opposition proteste

par Pierre APRIL

OTTAWA (PC) — Libéraux et néo-démocrates trouvent immoral que le gouvernement ait dépensé \$1 million en publicité pour promouvoir la taxe de vente fédérale sur les produits et services (TPS) avant même que le Parlement canadien ne soit saisi de la question.

En fin de semaine, la grande majorité des journaux canadiens ont publié un encart publicitaire dans lequel le ministre des Finances annonçait l'entrée en vigueur de la TPS pour le 1er janvier 1991 et expliquait les raisons qui forçaient le gouvernement à adopter cette mesure, dont la réduction du déficit.

Selon les porte-parole du PLC et du NPD, l'erreur monumentale du ministre de Michael Wilson aura été d'oublier qu'aucun projet de loi modifiant la taxe de vente n'a encore été présentée aux parlementaires, pas même une résolution de voies et moyens, une procédure généralement utilisée lorsque le ministre des Finances propose des mesures budgétaires modifiant entre autres les lois régissant les taxes et les impôts.

Pour le porte-parole du Parti libéral et leader de l'Opposition en chambre, Herb Gray, le message

publicitaire du gouvernement «représente un geste de mépris à l'endroit du Parlement».

«La Chambre n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur cette mesure, de même que le Comité permanent des Finances où siègent des représentants de tous les partis politiques et à qui le gouvernement lui-même a demandé d'étudier la proposition», a indiqué M. Gray.

Effectivement, le projet Wilson d'instaurer une taxe sur les produits et services a été présenté en détail à la fin du mois de juillet, alors que la Chambre était en congé estival. Même si la mesure avait déjà été proposée dans le projet de Réforme fiscale en juin 1987 et dans le dernier budget Wilson du 27 avril dernier, M. Gray estime que le Parlement et les Canadiens sont lésés.

«Même le premier ministre Mulroney, a ajouté M. Gray, a déjà indiqué qu'il avait l'inten-

tion de prendre en considération les propositions du Comité des Communes.»

Pour protester officiellement contre ce qu'il considère comme un mépris des privilèges des parlementaires, M. Gray a fait parvenir une lettre de protestation au président de la Chambre des communes, John Fraser, «donnant avis qu'aussitôt que la Chambre reprendra ses travaux

(le 25 septembre) mon parti soulèvera une question de privilège».

De son côté, le député libéral de Prescott-Russell Don Boudria a choisi de se plaindre auprès du responsable de l'application de la Loi sur la concurrence du ministère de la Consommation et des Corporations, M. C.F. Goldman, en soutenant que le message du ministère des Finances est tout simplement «faux et trompeur».

«Ce message souligne qu'une taxe entrera en vigueur le 1er janvier 1991, même si un projet de loi n'a pas encore été ni présenté aux parlementaires ni voté par le Parlement et même si une résolution de voies et moyens n'a jamais été présentée.»

M. Boudria a rappelé que de l'aveu même du ministre des Finances Michael Wilson, le projet de loi en question ne sera pas prêt avant le fin de l'automne. «De plus, a-t-il dit, le message souligne que le produit de la TPS réduira le déficit alors que le ministre Wilson a toujours prétendu qu'elle serait neutre.»

Une autre lettre sera aussi envoyée au Conseil de presse lui demandant d'enquêter sur cette publicité.



Herb Gray

Réduction de 20 pour cent des émanations d'oxyde de carbone: décision reportée

TORONTO (PC) — Après des discussions à huis clos qui ont duré toute la journée, les ministres de l'Énergie d'Ottawa et des provinces ont fait savoir, lundi, qu'ils n'entreprendront pas immédiatement la réalisation d'une recommandation de réduire de 20 pour cent les émanations d'oxyde de carbone avant l'an 2005.

Ils ont prétexté manquer d'informations sur les effets qu'une réduction aussi draconienne aurait sur l'emploi et sur l'environnement lui-même.

«Nous n'avons pas écarté le 20 pour cent, mais nous avons encore du travail à faire pour savoir si c'est possible, et si oui, de quelle manière», a déclaré le ministre fédéral, M. Jake Epp.

La recommandation a été faite au cours d'une conférence inter-

nationale, à Toronto l'an dernier, et dans le rapport d'un conseiller du gouvernement, dont le contenu a été révélé la semaine dernière à la suite d'une fuite.

M. Kai Millyard, directeur politique des Amis de la Terre, a fait le commentaire suivant: «Je crois que les résultats auraient été différents s'il s'était agi d'une réunion de ministres de l'Environnement. Il semble que les ministres de l'Énergie n'ont tout simplement pas le mandat de protéger l'environnement et ils protègent probablement leurs centrales électriques provinciales.»

\$100 milliards

Selon le rapport du conseiller du gouvernement, qui a coûté

\$100,000, il serait possible de combattre l'effet de serre et, en même temps, de réaliser des économies de \$100 milliards, en réduisant les émanations d'oxyde de carbone



Jake Epp

de 20 pour cent.

Les gouvernements devraient appliquer des programmes de quelque \$128 milliards, mais ils réaliseraient des économies d'énergie d'environ \$228 milliards.

Ce rapport a été étudié par un comité fédéral-provincial, qui n'a pas rejeté l'objectif de 20 pour cent, mais qui a signalé «l'incertitude scientifique entourant l'ampleur et le temps de l'avertissement global».

Le comité, de plus, a souligné que certaines façons de combattre l'effet de serre «pourraient représenter des coûts économiques et sociaux importants, qui méritent d'être examinés avec plus d'attention».

Le ministre de l'Énergie de l'Alberta, M. Rick Orman, a dit qu'il serait irréfléchi de la part des gouvernements d'entreprendre la réduction de 20 pour cent, sans étudier auparavant les effets possibles sur l'ensemble des Canadiens.

A travers le pays

Porcs canadiens: droits maintenus — WASHINGTON (PC) — La Commission américaine du commerce international s'est prononcée lundi par un vote de 3-2 en faveur du maintien de droits spéciaux sur le jambon, le bacon et autres produits du porc importés du Canada.

L'agence a en effet conclu que l'importation de ces produits subventionnés nuisait à l'industrie américaine de transformation des viandes.

Le ministre du Commerce du Canada, M. John Crosbie, a indiqué immédiatement que son pays portera cette cause en appel devant le tribunal d'experts prévu par l'accord de libre-échange.

Les exportations canadiennes de produits du porc représentent environ 3 pour cent du marché américain et valent environ \$340 millions US par année.

Nouvelle taxe: audiences — OTTAWA (PC) — On pourra discuter de tous les aspects de la TPS, y compris son taux de neuf pour cent, au cours des audiences sur la nouvelle taxe de vente fédérale que tiendra à travers le pays le comité des Communes sur les finances.

«D'après moi, le seul point incontestable, c'est que nous aurons un système de taxe du genre TVA pour remplacer la présente taxe de 13,5 pour cent imposée au niveau des manufacturiers — ça c'est certain», a déclaré lundi, au cours d'une interview depuis Winnipeg, M. Don Blenkarn, président du comité.

«A part ça, je crois, tout est sujet à discussion». Pourtant, durant le week-end, le premier ministre Brian Mulroney a nié la nouvelle d'un quotidien d'Ottawa affirmant que le gouvernement fédéral pourrait songer à diminuer le taux. Quelques changements techniques pourraient tout au plus être apportés s'il y avait obligation, a-t-il ajouté.

Et M. Wilson a dit lundi que le taux de neuf pour cent était un point presque immuable.

Tunnel plutôt que pont? — OTTAWA (PC) — L'idée de construire un tunnel, plutôt qu'un pont, entre l'Île-du-Prince-Édouard et la terre ferme mérite d'être retenue parmi les options considérées, affirme un comité fédéral d'évaluation des impacts environnementaux, en opposition au ministère fédéral des Travaux publics.

Le comité a déclaré lundi qu'il avait rejeté, après étude, les motifs avancés par ce ministère pour écarter l'option du tunnel, et qu'il n'était pas prêt à considérer ces raisons comme une déclaration finale sur le sujet.

McMillan consul général — OTTAWA (PC) — M. Tom McMillan, ancien ministre fédéral de l'Environnement, a été nommé lundi consul général du Canada à Boston, au Massachusetts, en remplacement de Mme Pierrette Lucas.

M. McMillan a été défait aux cours des élections de novembre dernier. Il représentait la circonscription de Hillsborough, à l'Île-du-Prince-Édouard, depuis neuf ans.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark a également fait savoir que M. Dennis McDermott, ancien président du Conseil du travail du Canada, revenait au pays après avoir occupé le poste d'ambassadeur en Irlande.

Il sera remplacé par M. Michael Wadsworth, un avocat ontarien qui a déjà joué pour les Argonauts de Toronto, de la Ligue canadienne de football. M. Wadsworth est actuellement vice-président de la compagnie d'assurance Crown Life.

CRTC plus sévère avec le Québec? — MONTREAL (PC) — En refusant à Radio-Canada la permission de créer une chaîne câblée d'informations continues, le CRTC a été bien plus sévère qu'avec le réseau anglais et son service équivalent, Newsworld.

La Fédération nationale des communications, regroupant les journalistes du Québec affiliés à la CSN, a dénoncé lundi le CRTC pour son refus. Une des raisons invoquées dans la décision de vendredi était que Radio-Canada n'avait pas déposé de contrat d'affiliation signé avec des compagnies de câble.

Or Newsworld, rappelle la FNC dans un communiqué, a rempli cette condition seulement quatre semaines avant d'entrer en ondes, le 31 juillet. Pour sa chaîne française, RC aurait dû déposer ces contrats au moment des audiences, début juillet, quand elle n'aurait vu le jour qu'à l'automne de 1990.

Écoles françaises en Saskatchewan — MONTREAL (PC) — Les Fransaskois vont, à compter de septembre 1990, gérer leur propres commissions scolaires, vient d'annoncer le ministre de l'Éducation de cette province, M. Lorne Epworth.

Cette décision est l'aboutissement de démarches laborieuses amorcées il y a au moins huit ans par la Commission des écoles fransaskoises, un organisme à caractère privé qui s'était justifié comme mandat d'obtenir pour les francophones le plein contrôle de leur éducation.

On compte actuellement près de 1,300 élèves répartis dans une dizaine d'écoles françaises à travers la province. On projette d'implanter huit autres écoles dans autant de villes qui pourraient accueillir 390 élèves. La Saskatchewan compte environ 23,500 personnes de langue maternelle française, dont moins de 9,000 parlent encore français au foyer.

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

COURS M. Sylva Bergeron président et fondateur

SYLVA BERGERON
(Un art de vivre... avec soi et les autres)

QUI OFFRE toujours la même expérience de groupe depuis 1959 (30 ans), qui s'adresse à tout le monde âgé de 16 ans et plus

DEMONSTRATIONS GRATUITES

Judi, 31 août à 19h30
Sous-sol église Assomption
601, St-Michel, Sherbrooke

Lundi 11 sept. à 19h30
Collège Sacré-Coeur
rue Belvédère sud
Animateur: Gilles Chayer

Merci à tous nos diplômé(e)s

Institut de Culture Personnelle du Québec Inc.
Fondé en 1959

DIRECTEUR Yvan Bergeron, bureau: 2675 St-Flaurent, Laval, H7E 2L5

Un certificat est remis à la fin du cours

ÉCOLE DE FORMATION

Voyag'Estrie enr.

"LE MONDE À VOTRE PORTÉE"

Vous aimeriez devenir agent de voyages?
Ce concours s'adresse à vous!

DÉFINITION: Cours de 45 heures d'introduction à l'agence de voyages visant à former des agents de voyages de contact ou/et accompagnateurs de groupe.

Vous qui êtes intéressés à connaître le monde de l'agence de voyages ou qui travaillez déjà comme agents extérieurs, voici votre tremplin vers l'avenir!

Johanne Houde

Tous les mardis soir, du 12 septembre au 18 décembre de 19h à 22h, au CEGEP de Sherbrooke

Vos profs vous enseigneront l'ABC du voyage, la géographie touristique, l'accompagnement de groupe, ou tout simplement l'art d'acheter un voyage.

Yolande Pariseau

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!
au: (819) 563-5100
Soir: (819) 843-7032
(Yolande Pariseau)

280, rue King ouest, suite 220, Sherbrooke

Réintégration de Gosset: St-Germain recommande à la CUM d'aller en appel

MONTREAL (PC) — Le directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), Alain Saint-Germain, a recommandé à la CUM d'en appeler devant la Cour supérieure de la décision de l'arbitre Jean-Pierre Lussier, qui a recommandé la semaine dernière la réintégration de l'agent Alan Gosset.

Dans un communiqué publié hier soir, le SPCUM précise que M. Saint-Germain a pris cette décision à la suite de l'analyse du dossier par les conseillers juridiques du service de police.

La recommandation a été adressée au président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, M. Michel Hamelin.

«Compte tenu des avis légaux, de la gravité de cette affaire et du principe que défend le service de police sur le respect de sa politique sur l'utilisation de l'arme de service, le directeur Saint-Germain, appuyé par ses collègues du comité de gestion, a décidé de recommander d'aller en appel», précise le communiqué.

Réflexion

M. Saint-Germain avait déjà laissé entendre la semaine dernière qu'il songeait à recommander que l'affaire soit portée en appel.

L'agent Gosset a été congédié après avoir été blâmé par le comité de discipline pour la mort d'un jeune noir, Anthony Griffin, abattu d'un coup de feu dans le stationnement d'un poste de police à la suite de son arrestation.

Définition de pommier nain et semi-nain:

Porte greffe (racine) qui a l'effet de réduire la croissance du pommier nain à 8 pi. et celle du pommier semi-nain à 12 pi.

On peut greffer n'importe laquelle variété de pommes sur n'importe laquelle variété de porte greffe.

La production du pommier nain ou semi-nain est plus hâtive que le pommier standard soit 2 à 3 ans suivant la plantation.

Sur présentation de ce coupon, obtenez un rabais de \$10.00 sur l'achat de deux pommiers nains ou semi-nains REG. \$15.95 ch.

Valable jusqu'au 3 septembre 1989 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

la tribune

Pour plus d'informations, communiquez avec nous.

2480 King Est Fleurymont 564-0044

4600 boul. Bourque, Rock Forest 564-7884

989 Chd. Coaticook 849-7934

50743

Gagnon BOTANIX
LES EXPERTS-CONSEILS

Rabais Performance de 400\$ à 1500\$ de rabais

Suzuki a du Coeur

Suzuki Swift

Suzuki a du Cran

Suzuki Samourai

Suzuki a du Chic

Suzuki Sidekick

ENFIN! JE L'AI MA SUZUKI!

M. VAILLON SUZUKI

4376, boul. Bourque, Rock Forest 563-9915 2983